

L'importance des organisations non gouvernementales dans la stratégie de DURBAN

Gerald M. Steinberg

Professeur de sciences politiques,
dirige le programme sur la gestion des
conflits de l'université Bar Ilan
et est le rédacteur en chef de
www.ngo-monitor.org

Ces 50 dernières années, les organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées dans les droits de l'homme sont devenues des acteurs à part entière de la politique internationale en général et du conflit arabo-israélien en particulier. La communauté des ONG

constitue un réseau opulent et puissant qui a imposé ses priorités anti-israéliennes dans des cadres internationaux comme la Commission Pour les Droits de l'Homme de l'ONU ou bien la Conférence de l'ONU Contre le Racisme qui s'est tenue à Durban en 2001. Ces ONG ont joué un rôle central dans la propagation des allégations de massacre et de crimes de guerre durant l'opération militaire israélienne anti-terroriste à Jénine (Opération Rempart) en avril 2002, dans la présentation de la barrière de séparation israélienne comme « mur de l'apartheid » et dans les campagnes appelant aux boycotts universitaires et au désinvestissement. Leurs rapports, communiqués de presse et campagnes de lobbying politique représentent une source de « soft power » (1) qui dispose d'une influence considérable auprès des Nations Unies, des médias et de l'université.

Les ONG se sont approprié la rhétorique universelle des droits de l'homme afin de poursuivre leurs objectifs politiques et idéologiques personnels. Proté-

gées par un « effet de halo », les ONG ont rarement été l'objet d'analyse et ont également largement évité de rendre des comptes sur leur action (2). Nous utilisons le terme « effet de halo » pour décrire à quel point les rapports et déclarations des ONG les plus en vue sont quotidiennement acceptés tels quels et sans être remis en question par les journalistes, diplomates ou autres universitaires qui démultiplient ainsi leur impact (3).

L'effet de halo se fonde, pour une large part, sur le développement historique des normes en matière de droits de l'homme, notamment les conventions et traités d'après la Shoah comme la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, toutes deux adoptées en 1948 (4). Ces normes n'ont cessé de prendre de l'importance, au point que les droits de l'homme sont devenu la nouvelle religion laïque, selon les mots d'Irwin Cotler (5). Le résultat a été que la représentation institutionnelle des droits de l'homme s'est étendue des Nations Unies et des gouvernements nationaux aux organisations non gouvernementales.

Une société civile ?

Les dizaines de milliers d'ONG de par le monde qui se sont développées sur cette base prétendent représenter la société civile, concept des plus vagues, qui sous-entend en général qu'elles représentent une alternative à la domination des « intérêts particuliers égoïstes » des Etats, des gouvernements (y compris ceux des démocraties), des multinationales et des partis politiques. On présente donc souvent les ONG (et elles ne manquent pas de se présenter ainsi) comme des entités altruistes, œuvrant pour le bien public, tandis que les structures commerciales ou politiques sont perçues comme égocentriques et défendant des intérêts particuliers (6). Dans cet esprit, les causes embrassées par les ONG sont variées et comprennent l'environnement, le désarmement, l'égalité entre les sexes, les droits de l'homme, la lutte contre la pauvreté, etc.

Les plus puissantes, comme Amnesty International, Human Rights Watch (HRW), l'International Commission of Jurists (ICJ), Christian Aid et bien d'autres, exercent une influence immense auprès des Nations Unies, de l'Union Européenne et des capitales occidentales. En 1948, soixante-neuf ONG avaient le statut de consultant auprès des Nations Unies ; en 2000, ce chiffre dépassait les deux mille organisations, la plupart prétendant promouvoir les droits de l'homme universels dans leur déclaration de principe (7). Par exemple, Amnesty International déclare explicitement : « nous ne soutenons aucun gouvernement ou système politique et ne nous opposons à aucun gouvernement ou système politique. Notre seul souci est la protection impartiale des droits de l'homme. » De la même façon, HRW jure se fonder en toute objectivité pour

condamner les violations des droits de l'homme où qu'elles soient perpétrées. Dans la réalité, comme cet article le démontrera, ces deux ONG ont des préjugés anti-israéliens et pro-palestiniens très forts.

Cette croissance s'est faite dans le contexte de la Guerre Froide, en particulier dans les années 1970. Des groupements comme Amnesty International et Helsinki Watch (qui devint par la suite Human Rights Watch) ont contribué au processus d'Helsinki et à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Ils ont activement protesté contre la situation des prisonniers politiques et contre les violations des droits de l'homme dont étaient victimes les Juifs en Union Soviétique et dans les pays communistes d'Europe de l'Est, notamment l'interdiction d'émigrer.

Au milieu des années 1980, ces organisations étaient devenues des acteurs internationaux très puissants mais, quelques années plus tard, avec la mise en place de la *glasnost* et de la *perestroïka* et la fin de la guerre froide, elles eurent besoin de découvrir de nouvelles missions pour justifier leur existence et leur rôle. Nombre d'entre elles découvrirent que le Moyen-Orient, et en particulier le conflit arabo-israélien, constituait un excellent terrain pour maintenir et développer leur influence politique. Durant cette période, l'idéologie post-coloniale est devenue de plus en plus dominante dans la communauté des ONG, de concert avec la majorité des réseaux médiatiques, universitaires et diplomatiques. Cette idéologie, formulée par Noam Chomsky et beaucoup d'autres, assigne le statut de victimes vertueuses à certains et condamne les autres, notamment les Etats-Unis et Israël, comme étant des agresseurs néo-colonialistes et hégémoniques (8).

Un exemple du lien entre ce radicalisme politique et les ONG pourrait être celui de Pierre Galand, sénateur socialiste en Belgique et membre dirigeant d'un réseau d'ONG qui impose ses priorités en Europe et aux Nations Unies. Galand a gagné sa visibilité médiatique comme directeur de la branche belge d'Oxfam pendant trente ans (9) (Oxfam est une puissante confédération d'ONG apportant de l'aide humanitaire tout en adoptant des objectifs politiques et idéologiques bien particuliers). En 2003, Oxfam Belgique publia une affiche anti-israélienne articulée autour de l'accusation de crime rituel qui fut ensuite retirée après les critiques virulentes qu'elle dut subir (10). Galand continue son activité auprès de nombreuses ONG différentes, et occupe le poste de directeur du Comité européen de coordination des ONG sur la Palestine (CECP), association d'ONG basée à Bruxelles et travaillant avec le Committee on the Inalienable Rights of the Palestinian People de l'ONU. Il est également président du Forum des Peuples et de l'Association Belgo-Palestinienne.

De la même manière, l'organisation Human Rights Watch, basée à New York,

est dirigée par Kenneth Roth, ancien procureur dont l'argumentation reflète souvent l'idéologie post-nationale et post-colonialiste. Sous sa direction, HRW a consacré un pourcentage disproportionné de ses ressources (comme le montrent leurs activités et nombreux communiqués) à la condamnation d'Israël, sans presque jamais faire mention du contexte de terrorisme qu'il subit (11). Cet intérêt excessif (ou même obsessionnel) pour Israël reflète également les positions idéologiques du cercle rapproché qui entoure Roth, où l'on trouve un certain nombre d'individus au passé politique extrémiste. Il s'agit notamment de Sarah Whitson, Joe Stork, qui a été le rédacteur en chef du très anti-israélien *Middle East Report* (MERIP), et de Reed Brody, représentant de la délégation de HRW à la conférence de Durban qui a été très actif pour tenter de faire traduire en justice le premier ministre Sharon en Belgique. De plus, Lucy Meir, engagée en 2005 comme chercheuse pour Israël et la Cisjordanie, avait auparavant fait partie du groupe extrémiste Electronic Intifada (12). Plus récemment, Human Right Watch a employé Nadia Barhoum, organisatrice par le passé des activités pro-palestiniennes à l'Université de Berkeley, et Darryl Li, qui avait aussi travaillé un certain temps auparavant pour des ONG anti-israéliennes. Pour eux, et pour beaucoup d'autres, les ONG prétendant défendre les droits de l'homme et le droit international ne sont que des moyens pour développer leur influence et promouvoir des objectifs politiques extrémistes en échappant au processus démocratique sans rendre le moindre compte à personne.

C'est dans l'exploitation du langage des droits de l'homme que les liens entre extrémistes et ONG qui se sont développés ces trente dernières années sont le plus évident : cette rhétorique a pour seul objectif de servir leur anti-sionisme, la diabolisation d'Israël et le nouvel anti-sémitisme comme le montrera notre analyse.

Le réseau des ONGs et la diabolisation, ou « stratégie de Durban »

La campagne terroriste palestinienne qui commença fin 2000 est souvent appelée « seconde Intifada », sous-entendant de manière fallacieuse un soulèvement populaire. Faisant suite à l'effondrement du Processus d'Oslo, elle fut accompagnée d'une intense série d'attaques politiques dont le but était de délégitimer et d'isoler Israël sur le plan international. La Conférence Mondiale contre le Racisme, la Discrimination Raciale et la Xénophobie financée par l'ONU qui a eu lieu en septembre 2001 à Durban, en Afrique du Sud, a été d'une importance capitale pour développer une présentation associant Israël avec l'idée d'un « régime d'apartheid » afin de créer un isolement international sur le modèle de l'Afrique du Sud.

Dans le contexte politique et diplomatique de l'époque, Israël était déjà très isolé. La couverture médiatique présentait systématiquement de manière émotionnelle les Palestiniens comme des victimes, et les Israéliens comme de puissants agresseurs et occupants. Les victimes israéliennes du terrorisme restaient invisibles dans le même temps où l'image de Mohammed al-Dura, l'enfant palestinien filmé avec son père en train d'essayer d'échapper à ce qui a été présenté comme des tirs israéliens devenait un symbole central de cette argumentation (13). Dans leur grande majorité, les gouvernements américain et européens sont allés dans le sens de cette campagne médiatique en critiquant et en condamnant les répliques israéliennes face au terrorisme, exigeant le retrait des forces israéliennes des zones contrôlées par l'Autorité Palestinienne. L'Union Européenne a menacé Israël de sanctions économiques, et l'ONU a voté des résolutions condamnant la politique israélienne en utilisant comme justification le langage des droits de l'homme et du droit international.

Le réseau des ONG a joué un rôle central dans cette guerre politique, depuis la conférence de Durban jusqu'aux campagnes de boycott et de désinvestissement. La Conférence de Durban a consisté en une triple réunion : un forum diplomatique officiel, un « sommet de la jeunesse » et un gigantesque forum des ONG, comprenant des délégués de 1250 organisations, grâce aux invitations délivrées par la Commission de l'ONU pour les Droits de l'Homme (14). L'atmosphère et le langage de ces trois lieux ont été d'une virulence antisémite extrême, marquant le retour du refrain « sionisme = racisme », dix ans après l'abrogation de l'ignoble résolution onusienne de 1975 (15).

C'est le forum des ONG qui a permis l'impact de la Conférence de Durban, s'attachant à développer une grande campagne de délégitimation d'Israël comme état souverain (16). L'ordre du jour et les textes préliminaires qui ont été adoptés ont été rédigés lors d'une série de conférences préparatoires, dont une à Téhéran, dont les Israéliens et les délégués juifs avaient été exclus par le gouvernement iranien. En leur absence, les résolutions ont pu présenter Israël comme « commettant des holocaustes » et comme étant « anti-sémite. » (17)

Les participants principaux à ce forum étaient MIFTAH (ONG fondée par Hanan Ashwari) (18), et le Palestinian Committee for the Protection of Human Rights and the Environment, connu sous le nom de LAW), qui a reçu plus d'un million de dollars de la Fondation Ford, des fonds de l'Union Européenne et de 30 autres sponsors. Ils ont été essentiels pour orienter les comités, ateliers et autres activités vers un thème central : « Israël est un Etat d'apartheid » (19). Par ailleurs, d'importants alliés comme SAONGCO (le comité des ONGs sud-africaines) ont permis d'adopter cet ordre du jour et de codifier les formulations qui ont été le socle de la déclaration finale (20).

Amnesty International et Human Rights Watch ont également pris part au Forum, et dans une interview radio, Kenneth Roth, directeur exécutif de HRW, a rejeté toute critique sur sa participation, déclarant que « les pratiques racistes d'Israël sont de toute évidence un sujet adapté à cette réunion. » (21) Non seulement ces ONG ont apporté leurs ressources, leur prestige et leur visibilité mais elles ont été des acteurs actifs. Quand des représentants d'ONG juives comme l'International Association of Jewish Lawyers and Jurists (IAJLJ) ont voulu participer aux discussions du rassemblement des ONG sur les droits de l'homme dans le monde, Reed Brody, directeur de plaidoyer pour HRW, s'est joint au mouvement pour les expulser. Selon le professeur Anne Bayefsky, délégué de l'IAJLJ, Brody a déclaré que les représentant des associations juives n'étaient pas les bienvenus (22). Comme l'a remarqué le membre du Congrès démocrate Tom Lantos, qui faisait partie de la délégation américaine pour le forum intergouvernemental : « ce qui est le plus dérangeant dans les actions des ONG, c'est que de nombreux dirigeants américains de haut niveau dans le domaine des droits de l'homme, comme Reed Brody de Human Rights Watch, ont participé. Si la plupart ont dénoncé le document qui a été adopté, il est surprenant qu'ils aient été si peu actifs pour dénoncer l'atmosphère anti-sémite de la conférence » (23). C'est seulement après la conférence, une fois confrontés à des critiques grandissantes, que les responsables de HRW ont tenu à préserver leur statut et leurs financements en publiant une déclaration se distanciant du contenu de la conférence et de ses résultats (24).

Le texte adopté au forum des ONG de Durban a fourni un véritable plan de bataille à mettre en application par le réseau des ONG dans le cadre de la guerre politique contre Israël qui s'est déroulée depuis. Le paragraphe 164 affirme que « les victimes ciblées par Israël dans ses méthodes d'apartheid et de nettoyage ethnique sont essentiellement les enfants, les femmes et les réfugiés » (25). Les auteurs considèrent Israël comme « un Etat raciste d'apartheid » coupable de « génocide », ont appelé à mettre fin à « ses crimes racistes contre les Palestiniens », et soutenu la création d'un tribunal international contre les crimes de guerre pour juger des citoyens israéliens. Il n'y eut aucune référence au terrorisme palestinien, ou à leur utilisation de zones à forte densité de population pour protéger les terroristes des répliques israéliennes. C'est sur cette base que les participants se sont accordés pour promouvoir « une politique d'isolement total d'Israël en tant qu'Etat d'apartheid (...) l'application de sanctions obligatoires et complètes, des embargos et la cessation de toutes relations (diplomatiques, économiques, d'aides sociales, de coopération et d'entraînement militaires) entre tous les Etats et Israël » (26). La déclaration des ONG condamnait également « les Etats qui soutiennent, aident ou encouragent l'état

d'apartheid israélien, dans sa perpétration de crimes racistes, de crimes contre l'humanité, notamment le nettoyage ethnique et le génocide » (27).

La conférence de Durban a donc fourni la stratégie qui devait ensuite servir à la guerre contre Israël menée par les ONG en se servant de la rhétorique des droits de l'homme et du droit international, dans le cadre de l'ONU, des médias, des églises et des campus universitaires. Toutes les batailles qu'ils ont menées depuis se sont fondées sur cette stratégie, notamment lors du pseudo-massacre de Jénine (avril 2002), de la campagne contre le mur de séparation (« le mur de l'apartheid ») qui connu son point culminant en 2004, les tentatives de boycotts universitaires de 2005, et les actuelles tentatives de désinvestissement ayant lieu dans les cadres des églises.

Les ONG et le mythe du « massacre de Jénine »

La campagne de Jénine a eu lieu suite aux attaques terroristes palestiniennes qui ont causé la mort de centaines de civils israéliens, sans parler des milliers de blessés (voir l'attentat du Park Hotel lors de la Pâque juive, 30 morts et 160 blessés). Le gouvernement israélien a répondu avec l'Opération Rempart, opération militaire mise en place pour arrêter l'activité et détruire le réseau de bases terroristes situé dans des zones de population urbaine dense, comme le « camp de réfugiés » de Jénine.

Durant l'opération qui a eu lieu à Jénine, des porte-paroles palestiniens comme Saïb Erakat, ont accusé Israël d'avoir perpétré un « massacre », ce que les médias ont généralement repris en chœur. La communauté des ONG a joué un rôle important pour diffuser de faux rapports sur ce prétendu massacre et différentes affirmations qui omettaient de décrire le contexte de lutte anti-terroriste de cette opération, suivant en cela les préceptes de Durban. Juste après la diffusion des déclarations d'Erakat, des responsables d'Amnesty International et de l'ONU ont ajouté foi à ces légendes, comme le montre le documentaire de Martin Himel « Jenin : Massacring Truth » (« Jénine, le massacre de la vérité »). Le professeur Derrick Ponder, d'Amnesty International, a été cité par la BBC déclarant que tout portait à croire à un massacre (28). Irene Kahn (également membre d'Amnesty) et Ken Roth (HRW) ont évité de répéter les chiffres faux sur les victimes palestiniennes mais leurs commentaires publics, ainsi que leurs communiqués de presse et leurs rapports détaillés, présentaient de nombreuses allégations idéologiques accusant Israël de « crimes de guerre » et de violations du droit international (29). Ces exemples montrent comme le langage du droit international est utilisé de manière subjective et incohérente afin de faire passer des messages politiques partisans et aussi le rôle majeur tenu par les responsables de ces ONG afin de donner forme à ce discours pseudo-juridique (30).

Des mois plus tard, ces ONG ont publié des rapports encore plus longs comportant les mêmes allégations, ce qui déclencha une nouvelle volée de gros titres accusant Israël de violations des droits de l'homme (31). En juin 2002, Adalah, ONG basée en Israël et financée par la Fondation Ford, la Commission Européenne et le New Israël Fund, publia un rapport sur les attaques militaires israéliennes dans les territoires palestiniens occupés faisant état de crimes de guerre et de violations systématiques par Israël du droit international (32). Des termes similaires furent utilisés par Amnesty International et Human Rights Watch dans leurs rapports (33). Tout en reconnaissant que les allégations de massacre avaient été fabriquées de toutes pièces, ces rapports restaient en cohérence avec la stratégie de Durban en gommant le contexte terroriste qui avait justifié les actions israéliennes et en utilisant de manière très sélective la rhétorique du droit international (34).

Depuis, le réseau des ONG a continué de se servir d'allégations concernant Jénine pour poursuivre la stratégie de diabolisation de Durban. Dans le « World Report » 2004 de HRW (publié en 2005, trois ans après Jénine), Kenneth Roth a renouvelé ses déclarations sur les attaques « sans discrimination » qui « causent des dommages disproportionnés aux civils ». Il condamne également la substitution du « droit de la guerre quand le droit du maintien de l'ordre public aurait pu raisonnablement être suivi », prétendant de manière simpliste que la police israélienne peut parfaitement entrer dans des villes palestiniennes comme Jénine pour arrêter des « militants » palestiniens afin de les mener devant la justice (35). En Grande-Bretagne, Christian Aid, l'une des organisations caritatives les plus puissantes d'Europe, a produit un film sur l'Opération Rempart (« Peace Under Siege ») dans le cadre de sa campagne de Noël. La vedette revenait aux scènes où l'on montre des Palestiniens souffrant des conséquences de « l'agression israélienne » avec des images de tanks poussant des ambulances, tandis que les images des victimes israéliennes étaient pratiquement inexistantes (36). Christian Aid reçoit un financement important du gouvernement britannique (37) et un large soutien provenant des grandes instances ecclésiastiques britanniques notamment l'Église d'Angleterre, ainsi que les églises baptiste et luthérienne (38) qui apportent à cette organisation une influence considérable. Ces actions, qui invoquent systématiquement la rhétorique des droits de l'homme et du droit international, ont retiré à ces concepts leur universalité fondamentale. Les divers rapports publiés par HRW, Amnesty International, l'International Commission of Jurists, Adalah, entre beaucoup d'autres, ne font aucun effort pour replacer l'action israélienne dans le contexte du terrorisme ou pour comparer ses répliques à d'autres situations impliquant des violences massives, une incitation à la haine et le terrorisme. Ces ONG ont par exemple

publié bien moins de rapports et consacré beaucoup moins de ressources aux meurtres de masse du Soudan qui avaient lieu au même moment (39). L'obsession récurrente que constitue Israël, comme l'a montré le forum des ONG de Durban, démontre une approche des droits de l'homme si réduite et si spécifique qu'elle détruit les bases morales même qui les fondent.

L'objectif de cette campagne, accusant Israël de crimes de guerre et de violations des droits de l'homme, était de créer l'assise pour l'étape suivante de la stratégie de Durban. Dans cette stratégie, construite sur l'analogie sud-africaine, les Nations Unies pourraient ensuite officiellement déclarer Israël hors-la-loi et entamer les discussions sur des sanctions.

Cependant, les efforts pour pousser l'ONU, qui possède un fort parti pris institutionnel contre Israël, à créer une commission d'enquête sur le pseudo-massacre de Jénine furent couronnés d'insuccès à la suite du refus du gouvernement israélien de coopérer ou de reconnaître la légitimité du panel. A l'époque, le premier ministre Ariel Sharon avait hésité avant de se décider contre une coopération une fois que les parti pris de ses membres furent devenus évidents, ainsi que les limites du mandat de cette commission... qui excluait d'enquêter sur l'action terroriste palestinienne. De plus, des révélations démontrant l'absence de fondements des allégations ont coupé court à ce développement.

Cette campagne menée par les ONG autour du mythe du massacre de Jénine a néanmoins construit les fondations de la stratégie de diabolisation d'Israël, articulée à la mise en place de sanctions et de boycotts.

Sanctionner le « Mur de l'Apartheid » : la deuxième étape de la stratégie de Durban

Après avoir concentré leur attention et des ressources importantes autour de Jénine, le réseau des ONG s'est trouvé un nouvel objet. En 2004, les campagnes des ONG ont pris pour nouvelle cible la barrière de séparation israélienne qui, comme dans le cas de l'Opération Rempart, avait vocation à empêcher les attaques terroristes. Une campagne médiatique intensive fut organisée par les ONG les plus en vue, en collaboration avec les gouvernements arabes et palestiniens et promue par une résolution de l'assemblée générale de l'ONU. Cette résolution, formulée dans les termes de la victimisation palestinienne, renvoya la question à la Cour Internationale de Justice (CIJ) pour obtenir son « opinion consultative ». Ce texte devait alors fournir une façade de légitimité internationale pour imposer « une politique d'isolement total d'Israël en tant qu'état d'apartheid (...) et l'application de sanctions obligatoires et complètes et d'embargos » comme il avait été prévu par le forum des ONG de Durban.

L'adoption de la barrière de séparation pour cette nouvelle étape de la stratégie

de Durban a pu à nouveau montrer comment les principes universels des droits de l'homme et du droit international se sont vus instrumentalisés à partir de critères ultra-spécifiques créés uniquement pour condamner et marginaliser Israël. Nombreux étaient les gouvernements qui avaient déposé des plaintes à la CJI contre la politique israélienne, à avoir eux-mêmes érigé des barrières ayant un impact similaire sur les populations locales. Dans l'avalanche de rapports attaquant Israël sur le sujet, les ONG se sont bien sûr dispensées de citer ces nombreux exemples.

La campagne connut tout d'abord un certain succès et la CJI, qui est un corps politique se cachant sous un masque judiciaire (40), publia son opinion consultative en juillet 2004. Comme il était prévisible, la majorité prétendit que la politique israélienne allait contre le droit international. L'opinion divergente était celle du juge Buergenthal qui remarquait toutes les erreurs d'analyse de la CJI (41). Ce texte a largement suivi les prescriptions données par l'assemblée générale de l'ONU et largement gommé la question du terrorisme palestinien. En septembre 2005, la Haute Cour de Justice israélienne a tranché en décidant que, du fait de ce parti pris, l'opinion consultative de la CJI n'avait aucune validité pour constituer une base d'action (42).

HRW a fait partie des ONG les plus actives sur le plan international dans cette phase du processus de diabolisation, depuis la distribution de communiqués de presse jusqu'aux envois en masse d'e-mails, en passant par une pression envers le gouvernement américain et l'Union Européenne pour pénaliser Israël (43). Les déclarations de HRW reprenaient les assertions palestiniennes selon lesquelles cette barrière empêche « la liberté de mouvement », met en péril « l'accès à la nourriture, à l'eau, à l'éducation et aux services médicaux », constitue une appropriation de territoires sans même prendre en compte le point de vue israélien (44). Comme dans la plupart des rapports et des publications de HRW concernant Israël, les preuves sont apportées par des « témoins oculaires » palestiniens, des journalistes soigneusement sélectionnés et d'autres sources dont la crédibilité n'a pu être vérifiée.

Comme dans les autres cas, les rapports des ONG sur la barrière de séparation n'apportent que peu, voire pas du tout, d'analyse du contexte sécuritaire israélien ni du rôle des dirigeants palestiniens dans le développement du terrorisme (le seul rapport important de HRW sur la question s'est contenté d'absoudre Arafat de toute responsabilité 45). C'est cette description, augmentée de l'argumentation et des réclamations palestiniennes, qui a été formulée dans les termes des droits de l'homme, adoptée et renforcée par les résolutions de l'assemblée générale de l'ONU et l'opinion majoritaire de la CJI (46).

D'autres ONG de première importance ont été très actives dans cette phase,

notamment Christian Aid, Amnesty International, World Vision (47), les ONG palestiniennes rassemblées sous l'égide du Palestinian Environmental ONG Network (PEONGN), le Palestinian Grassroots Anti-Apartheid Wall Campaign (www.stopthewall.org), les membres palestiniens de l'International Commission of Jurists (48), etc. ; War on Want (GB) (49), le Mennonite Central Committee (50), Médecins du Monde (51) (France), et beaucoup d'autres. Les termes de référence et la formulation étaient très proches de ceux employés par HRW. Christian Aid a fait acte de lobbying auprès du gouvernement britannique qui considérait que la CJI n'était pas le lieu adéquat pour discuter de la barrière de sécurité. Dans un communiqué de presse intitulé « Why the Israeli "barrier" is wrong » cette ONG minorait « les craintes légitimes d'Israël concernant le terrorisme » en les réduisant à deux phrases, tandis que 21 paragraphes décrivaient les difficultés endurées par les Palestiniens du fait du « vol de territoire opéré par Israël » (52). Amnesty International a pareillement publié un rapport détaillé accusant Israël de « violer le droit international et de participer à de graves violations des droits de l'homme » (53).

Tout cela montre que pour ces ONG, les faits précis qui avaient mené à la construction de la barrière, les discussions au sein de l'ONU et l'opinion de la CJI n'avaient guère d'importance. Leur objectif était d'utiliser ces actions médiatiques pour promouvoir la mise en place de sanctions, comme il avait été prévu dans le cadre de la stratégie de Durban.

C'est ainsi que, parallèlement à la publicité donnée à l'opinion consultative de la CJI fin 2004, on a procédé aux préparatifs en Grande-Bretagne pour mettre en place un boycott universitaire par le biais des grands syndicats universitaires. Par ailleurs, une campagne démarra afin de faire pression sur certaines entreprises commerciales comme Caterpillar pour qu'elles cessent leurs relations avec Israël. Cette tactique du boycott fut accompagnée d'une grande publicité (conférences de presse, tournée de conférences) où les responsables des ONG ont joué un rôle actif. Dans le même temps, le mouvement appelant au désinvestissement envers Israël démarra dans un grand nombre d'églises de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Canada.

L'élan apporté par la campagne contre le « mur de l'apartheid » s'essouffla cependant, malgré les efforts de la cour internationale qui suivit le scénario à la lettre, quand des gouvernements qui avait pourtant soutenu la première résolution de l'assemblée générale (comme l'Union Européenne et le Canada) perdirent une part de leur enthousiasme. La phase finale, où l'on attendait de l'assemblée générale qu'elle promulgue une opinion consultative appelant à des sanctions, a été retardée puis affaiblie. Mais le réseau des ONG a bientôt trouvé d'autres moyens de demander boycotts et sanctions.

La phase de Boycott de la stratégie de Durban

Sur le modèle des campagnes de Jénine et du « mur de l'apartheid », en octobre 2004, Human Rights Watch sortit une luxueuse publication de 135 pages, *Razing Rafah (Rafah rasée)*, condamnant la politique israélienne au sujet de la frontière entre Gaza et l'Égypte (54). Ce rapport mettait surtout en avant les allégations selon lesquelles les répliques israéliennes à la contrebande d'armes et d'explosifs dans cette zone avait mené à la destruction de maisons palestiniennes. Le dirigeant de HRW Kenneth Roth tint à l'American Colony Hotel de Jérusalem une conférence de presse et participa à d'autres manifestations afin d'obtenir une couverture médiatique majeure (55). Les allégations de ce rapport, pour la plupart invérifiables, se fondent sur des témoins palestiniens. Il s'agissait de préparer le terrain pour l'étape suivante qui était de faire pression sur Caterpillar pour qu'ils cessent leurs ventes en Israël. HRW a également lancé une campagne massive d'e-mails et d'envois de lettres, et participé à des rassemblements lors de la réunion des actionnaires de Caterpillar à Chicago.

HRW a été rejoint dans son action par de nombreuses ONG, comme Amnesty International, l'Israël Committee Against Housing Demolitions (ICAHAD), Sabeel et War on Want, ONG britannique extrémiste qui embauche des célébrités du monde du spectacle dans ses campagnes contre le mur et pour le désinvestissement (56). C'est sur Caterpillar que se sont concentrées les actions de relations publiques afin d'imposer des sanctions économiques et des boycotts envers Israël, selon le plan prévu par la stratégie de Durban et malgré le manque de soutien de l'ONU sur cette phase tactique particulière.

Simultanément, d'autres ONG ont soutenu un groupe d'extrémistes anti-israéliens britanniques, comme Sue Blackwell et Hillary Rose, qui ont cherché à obtenir l'approbation de l'Association of University Teachers (AUT) pour un boycott des universités israéliennes (57). Cette tentative de boycott auprès de l'AUT démarra en 2002 dans le cadre de la campagne « massacre de Jénine » et trouva un second souffle avec la campagne contre la barrière de séparation et la décision de la CJJI. La formulation des résolutions pro-boycott fut rédigée et diffusée par le PONG (le réseau des ONG palestiniennes) (58). De nombreux membres de PONG se sont illustrés à Durban et PONG co-finança un colloque tenu à Londres en décembre 2004 qui relança le mouvement de boycott.

Malgré le succès initial, là encore, il connut un coup d'arrêt quand les délégués de l'AUT invalidèrent par vote leurs décisions précédentes (59). Du point de vue de la propagande et des relations publiques, l'élan poussant à la diabolisation d'Israël s'est maintenu.

A la suite de ces campagnes, un nouveau front s'est ouvert, fondé sur une série de résolutions et de débats anti-Israël concernant le désinvestissement, qui

furent tenus et adoptés par des groupes religieux protestants politisés comme l'église anglicane et luthérienne. Cette campagne de désinvestissement sur l'action des églises fut soutenue par nombre d'ONG palestiniennes comme MIFTAH, BADIL, groupement extrémiste défendant les revendications des réfugiés ; Al-Mezan (basée à Gaza) ; ADRID, Ittijah, The Applied Research Institute Jerusalem (ARIJ), etc.

La campagne de désinvestissement s'est rendue visible grâce aux ONG chrétiennes, comme le Mennonite Central Committee (basé en Amérique du Nord et recevant des fonds importants du gouvernement canadien), le Sabeel Ecumenical Liberation Theology Center (Bethlehem), et des mouvements comme Christian Peacemaker Teams (CPT) 60 et EAPPI61.

Cette campagne de désinvestissement caractérisée par l'appui des églises montre l'influence « en douceur » (« soft power ») des ONG qui dépasse les acteurs institutionnels. Par exemple, War on Want (62), Christian Aid, et Sabeel ont joué un grand rôle dans le premier vote de l'Eglise d'Angleterre appelant à des « investissements éthiques » concernant Caterpillar (ce qui revient à appeler au désinvestissement). Les films et campagnes de Noël de Christian Aid comme « Peace Under Siege » et « Child of Bethlehem » ainsi que le rapport « alternatif » de War on Want sur Caterpillar ont influencé le débat au sein de l'église en 2005 et posé les fondations que Sabeel a pu exploiter l'année suivante. En janvier 2006, le révérend Stephen Sizer, vice-président des Amis de Sabeel pour la Grande-Bretagne et avocat de la « théologie de la substitution » a introduit une résolution sur le désinvestissement lors de la réunion du synode, et les participants (qui comprenaient le chef de l'église, l'archevêque de Canterbury qui est également membre de la Chambre des Lords) ont approuvé cette résolution.

Sabeel est une ONG palestinienne extrémiste, dont le dirigeant, Naim Ateek, utilise les représentations théologiques chrétiennes pour promouvoir la diabolisation d'Israël comme Etat d'apartheid. Les actions de Sabeel et les fréquentes tournées internationales de conférences d'Ateek sont financées des groupes de supporters locaux et de grandes ONG comme Christian Aid qui contribuent à sa communication. Le révérend John Gladwin, évêque anglican de Chelmsford, membre du synode de l'Eglise d'Angleterre et membre du conseil d'administration de Christian Aid est parmi les mécènes de Sabeel en Grande-Bretagne (63). L'influence des ONG sur la motion adoptée par le synode a donc été directe : la terminologie même de « l'investissement éthique » (« Morally Responsible Investment ») provient de Sabeel (64) et le texte appelait les membres à aller voir sur place les « récentes démolitions de maisons » : cet élément provient lui d'une petite ONG financée par l'Union Européenne, connue sous le nom de Israël Committee Against Housing Demolitions, lieu d'expression de Jeff Hal-

per, Israélien qui se produit souvent aux côtés d'Ateek et apporte une caution de légitimité à un programme extrémiste.

Comme dans le cas du boycott universitaire de l'AUT, les hauts cris qui ont suivi l'adoption de cette résolution poussèrent le corps décisionnaire de l'église à ne pas appliquer cette motion. Reste que la menace de boycott et la promotion de cette activité anti-israélienne durbanienne ont à nouveau gagné du terrain par l'attention qu'ils ont reçue.

L'« effet de halo » des ONG et le Département d'Etat américain

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les campagnes explicitement politiques du réseau des ONG ont bénéficié d'une publicité positive et ont été protégées de tout réel examen critique par un effet de halo qui continue d'envelopper des rapports faux ou invérifiables. L'impact de cet effet de halo atteint même le département d'Etat américain, dont le rapport annuel sur les droits de l'homme persiste à citer les ONG sans les remettre en question. Ces rapports sont considérés par beaucoup de gens comme les étalons permettant de déterminer les nations qui sont les pires violatrices des droits de l'homme et leur autorité est perçue comme fiable. Dans son rapport sur Israël, le département d'Etat américain ne cite guère comme sources directes que ces ONG et les soi-disant preuves qu'elles apportent constituent une part importante de ce rapport.

Ce rapport du département d'Etat américain démontre bien à quel point les ONG impliquées dans le processus de Durban sont devenues prédominantes dès qu'il s'agit de droits de l'homme, y compris au sein du gouvernement américain, sans qu'on puisse remettre en cause leur crédibilité ou leur exactitude. Les rapports de 2004 et 2005 incluent également de nombreuses citations d'Amnesty International et HRW, ainsi que d'autres ONG locales très politisées, financées par l'Union Européenne, le New Israël Fund et d'autres sources. Parmi les ONG locales de cette catégorie, on trouve Adalah, Physicians for Human Rights – Israël, B'Tselem, ICAHD, PCATI, Machsom Watch, etc. Par contraste, les rapports d'ONG ayant un point de vue critique sur l'Autorité Palestinienne sont largement absents des publications du Département d'Etat. Quand on constate l'importance que prend le rapport *Razing Rafah* de HRW dans le rapport du Département d'Etat en 2004, on se rend compte à quel point des assertions infondées et de parti pris formulées par les ONG peuvent être répétées sans discernement, y compris dans des documents officiels. Comme nous l'avons noté, ce rapport, publié et diffusé dans le cadre d'une campagne de boycott anti-israélienne, était largement fondé sur des allégations palestiniennes non vérifiées. L'argument de HRW selon lequel le caractère militaire de l'opération n'était pas nécessaire a également été répété sans remise en cause, et

sans même que soient vérifiées ces conclusions grâce aux compétences du gouvernement des Etats-Unis, auxquelles le Département d'Etat a accès. De la même façon, ce rapport répète les allégations d'Amnesty International selon lesquelles la mort de deux enfants palestiniens à Rafah a été causée par des snipers israéliens. Les conclusions d'Amnesty ne se fondent pas sur une recherche sérieuse mais sur des extrapolations basées uniquement sur des photos qui sont supposées avoir été prises par des journalistes.

Ces exemples montrent que le département d'Etat américain est prêt à reprendre des assertions non vérifiées sur le compte d'Israël – nouvelle preuve que la stratégie de Durban a bénéficié de la bonne volonté d'entités gouvernementales. C'est notamment cet aspect de l'effet de halo qui constitue un pilier central permettant l'expansion des campagnes de boycott anti-Israël et de désinvestissement.

Gongs et Quangos : le financement des campagnes anti-israéliennes des ONG

En cinq années de campagnes non gouvernementales très intenses (depuis la Conférence de Durban), la délégitimation d'Israël s'est montrée coûteuse. La production et la diffusion constante de plaquettes luxueuses, l'organisation de conférences de presse et d'événements de relations publiques destinés à attirer l'attention des médias, les voyages fréquents des responsables d'ONG permettant de promouvoir leur credo et des effectifs salariés importants nécessitent des budgets considérables. Sans financement provenant de gouvernements, en particulier en Europe, et d'organisations philanthropiques politisées, comme la Fondation Ford, le New Israël Fund, les mouvements ecclésiastiques qui financent Sabeel, Christian Aid, Caritas, MCC, et KAIROS, et de riches donateurs qui alimentent des ONG comme Human Rights Watch et Amnesty International, cette campagne ne serait pas allée très loin.

De Durban au désinvestissement anglican, cette stratégie de diabolisation dirigée par ces superpuissances non gouvernementales repose sur le financement qui fournit l'oxygène nécessaire aux campagnes. Les sommes en jeu pour soutenir ces ONG sont énormes, quel que soit le point de comparaison. Par exemple, le budget d'exploitation annuel d'Amnesty International est de 30 millions de dollars (pour des activités dans 140 pays et un demi million de membres selon leurs sources). Le budget d'exploitation de Human Rights Watch est d'environ 50 millions de dollars, et celui de Christian Aid de 60 millions. Parmi les plus importantes ONG qui ont pris part au processus de Durban, on trouve l'International Commission of Jurists (Geneve), OXFAM, Save the Children, et Médecins Sans Frontières.

Comme nous l'avons précisé, la Fondation Ford (budget annuel de 500 millions de dollars) a été parmi les principales sources de financement du Forum des ONG de Durban, en plus de contributions de l'Europe et du gouvernement canadien accordées aux motifs de l'aide au développement, de la promotion de la démocratie et de la société civile (65). Les ONG soutenues par Ford et ayant participé au processus de Durban et à des projets extrémistes anti-israéliens sont entre autres HRW et des groupes palestiniens comme LAW, Al Mezan, Al Haq, et les membres du réseau PONG (66). Al-Mezan, par exemple, est une organisation particulièrement agressive malgré sa raison sociale qui présente une image d'impartialité. Les actions de ce groupe sont très orientées et consistent avant tout à accuser Israël de crimes de guerre et de massacres sans jamais mentionner le terrorisme palestinien, la contrebande d'armes et autres activités illégales similaires (67).

Quand a été révélé le détail du rôle joué par la Fondation Ford dans le financement de nombreux participants du forum des ONG de la conférence de Durban, 17 membres du Congrès américain ont signé une lettre demandant à la présidente du groupe Susan Berresford et lui demandant de mettre fin « au financement de groupes subversifs ». A la suite des auditions qui ont démontré que la Fondation Ford abusait de son statut d'organisation caritative exempte d'impôts pour promouvoir et justifier le terrorisme, Berresford a écrit au parlementaire Jerrold Nadler affirmant ce qui suit : « nous ne soutiendrons jamais de groupes qui défendent ou justifient le sectarisme ou la violence ou qui remettent en cause l'existence d'Etats souverains légitimes comme Israël » (68). Il s'agissait là très clairement d'une promesse de ne plus financer des ONG participant à la stratégie de Durban. Ford a également publié de nouvelles règles (69) et cessé de financer un petit nombre d'ONG, dont la Palestinian Society for the Protection of Human Rights (LAW) et Habitat International Coalition (HIC) (70). Cependant, comme l'a remarqué NGO Monitor, Ford a continué à financer plusieurs ONG qui participent activement à la stratégie de diabolisation de Durban (71).

Par ailleurs, le financement gouvernemental à grande échelle des ONG est réalisé par le biais de « l'aide au développement » et du soutien de groupes non élus représentant « la société civile » et qui sont vus de manière erronée comme fondement de la démocratie. Parmi les plus importants financements gouvernementaux de ces ONG politisées impliquées dans la stratégie de Durban, on trouve la Canadian International Development Agency (CIDA) (72), USAID, le Department for International Development (DFID) en Grande-Bretagne, et leur homologues en Suisse, Suède, Norvège, Finlande, ainsi que des financements directs de l'Union Européenne et de la Banque Mondiale. Les ONG qui reçoivent

vent la plupart de leurs fonds de la part d'Etats deviennent des « quasi-non-governmental organizations » (QUANGO) ou des « governmental non-governmental organizations » (GONG).

C'est ce financement qui a permis la croissance de centaines d'ONG locales. Certaines sont inscrites comme associations à but non lucratif en Israël tandis que d'autres sont basées dans les territoires de l'Autorité Palestinienne, en Jordanie ou ailleurs. Grâce à des partenariats, ces ONG reçoivent des fonds, des accès aux médias et autres formes d'assistance de la part des ONG superpuissantes qui les chapeautent en échange d'informations et d'une apparence de crédibilité résultant de leur soi-disant présence sur le terrain.

Parmi les ONG locales financées par des sources extérieures et qui soutiennent l'extrémisme pro-palestinien et anti-israélien grâce à leurs relations avec des organisations-parapluies, on compte Sabeel, LAW, Miftah (dirigée par le dirigeant et fréquent porte-parole de l'OLP Hanan Ashwari), l'Iam, Al-Haq, Al-Mezan, ARIJ, ICAHD (73), Physicians for Human Rights – Israël (PHR-I) (74), PCHR (Palestinian Center for Human Rights), et des dizaines d'autres. L'implication d'Israéliens provenant des secteurs d'opinion les plus extrémistes de la société, y compris des universitaires, apporte une forme de légitimité à des actions anti-israéliennes (75). Les ONG palestiniennes sont liées entre elles sous la bannière du Palestinian ONG Network (PONG), qui a joué un rôle central dans les appels au boycott universitaire et la campagne de désinvestissement en Grande-Bretagne considérés comme mesures favorisant les droits de l'homme. Suivant les grandes ONG, et en contradiction avec les principes universels des droits de l'homme, ces ONG, largement financées par des groupes ecclésiastiques et des gouvernements étrangers (européens, canadien, américain 76) ne condamnent guère si ce n'est jamais les violations palestiniennes des droits de l'homme, en particulier leur pratique du terrorisme. L'examen des actions et des rapports entre 2000 et 2005 de groupes comme MIFTAH, Al Mezan, etc., ou des ONG palestiniennes prétendant avoir des objectifs écologiques, comme ARIJ, montrent que leur objectif principal est de fournir des accusations envers Israël. On mesure par contraste que le verbiage parlant de développement palestinien, de bonne gouvernance, de société civile n'est qu'une façade et que le niveau d'activité concernant ces pseudo-objectifs est proche de zéro.

Le cas de ARIJ est très parlant. ARIJ est financé par l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération, l'Union Européenne et d'autres sources. Cette ONG se décrit comme « se consacrant à la promotion du développement durable dans les territoires palestiniens occupés ». Une étude de ses actions montre que les responsables d'ARIJ s'écartent volontiers de cet objectif afin de favoriser leurs priorités politiques anti-israéliennes. Leurs campagnes incluent notam-

ment une opposition intense à la barrière de sécurité (ou « mur de l'apartheid » comme ARIJ le dénomme). Les publications d'ARIJ justifient également la violence en présentant les auteurs d'attentats suicides comme des « martyrs » (77) et ont régulièrement recours à l'incitation la haine en accusant Israël de « crimes de guerre », de « massacres » et de « nettoyage ethnique » (78).

MIFTAH présente une raison sociale similaire soulignant son implication pour défendre « les pratiques démocratiques, le respect de la loi et des droits de l'homme » et affirme être « sans parti pris ». En réalité, cette importante ONG financée par l'Union Européenne a joué un rôle majeur à Durban et continue de prendre une part importante à la stratégie de diabolisation. MIFTAH ne reconnaît aucune violation des droits de l'homme israéliens par les Palestiniens, malgré sa référence à l'universalité des droits de l'homme dans sa déclaration de principe. MIFTAH passe son temps à comparer les politiques israéliennes à l'apartheid sud-africain et soutient les campagnes de désinvestissement et de boycotts de produits israéliens (79). Par ailleurs, MIFTAH a été accusé d'utiliser des citations fictives attribuées à Ariel Sharon afin de pouvoir l'accuser d'avoir appelé au génocide (80).

On constate donc que la capacité du réseau des ONG à mettre en place la stratégie de diabolisation de Durban est fondée sur les financements qui sont fournis aux organisation locales et internationales. Soit les donateurs ne s'intéressent pas aux activités de ces ONG et prennent au pied de la lettre leurs déclarations de principes et ne procèdent à aucune vérification indépendantes, soit ils sont d'accord avec les campagnes anti-israéliennes.

Contre la puissance des ONG dans le cadre de la stratégie de Durban

Les faits présentés dans notre article montrent le rôle central d'ONG lourdement politisées dans la guerre politique engagée contre Israël grâce à la rhétorique des droits de l'homme, de l'aide humanitaire et du droit international. Le développement de la stratégie de Durban s'appuie sur des ONG nombreuses et puissantes, qui savent utiliser l'accès médiatique privilégié dont elles disposent pour démultiplier leur impact sur l'opinion publique afin de présenter Israël comme le nouvel Etat pratiquant l'apartheid. Protégé par un effet de halo qui les dispense de rendre des comptes, le réseau des ONG a posé les fondations des campagnes destinées à obtenir une condamnation internationale d'Israël. Cette stratégie se fonde sur la transformation des principes universels des droits de l'homme qui deviennent des critères évanescents dont on n'applique les principes qu'à Israël.

Pour contrecarrer ces attaques, il est nécessaire de s'intéresser à des stratégies renversant l'exploitation des normes universelles utilisées pour attaquer Israël

et diminuer la puissance du réseau des ONG. Le débat grandissant autour des abus des ONG concernant les droits de l'homme, le manque d'équilibre de leurs rapports a commencé à attirer l'attention. Si le processus décisionnel qui aboutit à allouer des ressources aux ONG reste très opaque, des changements importants se font jour. Par exemple, le nouveau conseil consultatif sur le Moyen-Orient que HRW a mis en place, en 2004, des changements significatifs pour équilibrer leur concentration excessive sur Israël entre 2000 et 2004. Le résultat a été que dans son rapport sur le Moyen-Orient de 2005, HRW a aussi présenté des analyses des violations des droits de l'homme en Libye, en Arabie Saoudite, en Iran et ailleurs encore, mais cette évolution fut de courte durée et quelques membres du Conseil ont démissionné.

Si l'on veut continuer à progresser, il faut priver les ONG de l'effet de halo qui les entoure et qui a jusqu'à présent protégé leurs actions et leurs parti pris de tout examen. Des individus influents comme Kenneth Roth, chef de HRW depuis 1993, et Irene Kahn, secrétaire générale de Amnesty International de 2001 à 2009, sont omniprésents à la radio et à la télévision et leurs analyses ne cessent de paraître dans les colonnes d'opinions des grands journaux. Cela permet à leurs allégations d'être sans cesse reprises dans les médias où on les présente comme objectifs, impartiaux et crédibles (81). En décembre 2005, les critiques grandissantes envers les partis pris de Christian Aid parus dans le *Jewish Chronicle* (Londres) qui se fondait sur les rapports de NGO Monitor et repris par certains dirigeants juifs, ont poussé les responsables de cette puissante ONG à demander un rendez-vous avec le Grand Rabbin de Grande-Bretagne Jonathan Sachs. Le résultat de cette réunion où les dirigeants de Christian Aid ont eu à cœur de démontrer qu'ils n'étaient pas antisémites ou anti-israéliens, a été un accord sur les publications à venir de Christian Aid concernant Israël. Suite à cette publicité et aux directives qui en ont découlé Christian Aid a réduit son activité politique orientée mais sans y mettre un terme.

Les rapports détaillés de NGO Monitor et l'analyse du rôle des gouvernements en Europe et au Canada sur le financement des ONG extrémistes anti-israéliennes commencent aussi à faire leur effet. En janvier 2006, l'Union Européenne a commencé à clarifier, quoique de façon limitée, le financement des ONG israéliennes, y compris pour des groupements politiques comme HRA, Physicians for Human Rights-Israël, et Machsom Watch. Au Canada, le gouvernement conservateur a reconsidéré, et dans de nombreux cas supprimé, le financement, par l'agence gouvernementale du CIDA, d'ONG politisées comme BADIL et Mada al Carmel (82).

De tels changements dans la perception du credo des ONG qui prétendent défendre les droits de l'homme et le droit international ont pu être observés lors

de la conférence d'examen de Durban qui a eu lieu à Genève en 2009. Contrairement à la conférence de 2001, les intentions des ONG et de leurs alliés (dont la Lybie) qui voulaient tenir un nouveau forum des ONG ont été contrecarées. D'autres Etats membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et des responsables importants de l'ONU ainsi que des entités qui avaient par le passé financé le forum (comme la Fondation Ford et le gouvernement canadien) se sont opposés à la répétition des événements de 2001.

Ces évolutions reflètent une lente et croissante reconnaissance des dommages et des dangers résultant de la stratégie des ONG après Durban... Comme nous l'avons montré, de nombreuses agences gouvernementales européennes, des groupes ecclésiastiques hostiles et des organisations philanthropiques comme la Fondation Ford, continuent à procurer d'immenses ressources au réseau des ONG qui diabolisent Israël. Une réponse efficace doit être trouvée mais elle prendra des années et devra mobiliser des ressources significatives afin de restaurer l'universalité des droits de l'homme et défaire la stratégie de Durban.

En même temps, ces ONG continuent d'exercer un pouvoir certain comme on l'a vu avec le rôle central qu'elles ont joué dans la création d'une enquête de l'ONU au parti pris évident concernant le conflit qui eut lieu à Gaza fin 2008 et début 2009. La commission et le rapport Goldstone ont été lourdement influencés par ces ONG et de nombreuses allégations de ce texte de 500 pages ont été recopiées directement dans les documents accusatoires de ces ONG. Goldstone était lui-même membre de Human Rights Watch et ses liens avec le dirigeant de cette organisation, Ken Roth, sont bien connus. Après la publication du rapport, ces ONG politisées ont mené des campagnes de soutien au texte et à ses recommandations qui suggéraient d'entamer des actions légales et politiques afin de punir Israël. Par ailleurs, le réseau des ONG a fait campagne pour s'en prendre à Israël à la suite de l'incident de la flottille « Free Gaza » du 31 mai 2010. On constate donc l'influence sans relâche de ce réseau d'ONG dans son combat politique pour isoler Israël internationalement.

Traduction Jean Szlamowicz, maître de conférences à l'Université.

* Texte originellement paru dans le *Yale Israel Journal* (21 juillet 2006) et réactualisé à l'occasion de sa publication en français.

notes

1. Joseph S. Nye Jr., *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, NY: Public Affairs, 2004; see also « The Decline of America's Soft Power » *Foreign Affairs*, May/June 2004
2. Hugo Slim, « By What Authority? The Legitimacy and Accountability of Non-Governmental Organisations », International Meeting on Global Trends and Human Rights Before and After September 11. Geneva. International Council on Human Rights Policy, January 2002; Johns, Gary (2003). « The ONG Challenge: Whose Democracy is it Anyway? » Institute for Public Affairs, Australia, http://www.aei.org/docLib/20030630_johns.pdf; Niggli, Peter & Rothenbuhler, Andre (2003) <http://www.globalpolicy.org/ngos/credib/2003/1203problem.htm>
3. Robert Charles Blitt, « Who Will Watch the Watchdogs? Human Rights Non-Governmental Organizations and the Case for Regulation » *Buffalo Human Rights Law Review*, Volume 10 (2004).
4. Available at <http://www.un.org/Overview/rights.html>.
5. Irwin Cotler, « Beyond Durban », *The Agenda*, Jewish Agency for Israël, <http://www.jafi.org.il/agenda/2001/english/wk3-22/6.asp>, 4:24 June 17, 2003
6. Robert Putnam, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy* Princeton University Press, 1993; J. Cohen and A. Arato, *Civil Society and Political Theory*, MIT Press, Cambridge, 1992
7. www.ngo-monitor.org, Jerusalem Center for Public Affairs/Institute for Contemporary Affairs, funded jointly by the Wechsler Family Foundation.
8. Voir par exemple, Josef Joffe, « The Demons of Europe », *Commentary*, January 2004
9. Pierre Galand (Belgique), « Using Political NGOs to Promote Demonization and Anti-Semitism in the UN and EU » <http://www.ngo-monitor.org/editions/v2n11/v2n11-5.htm>.
10. *NGO Monitor* report, June 2003; « Oxfam Belgium Produces Political Poster », <http://www.ngo-monitor.org/editions/v1n09/v1n09-3.htm>
11. « Report On Human Rights Watch: A Comparative Analysis of Activities in the Middle East – 2002-2004 » *NGO Monitor*, (revised June 2005), and Appendix (documentation), <http://www.ngo-monitor.org/archives/news/HRWReportDocumentation.pdf>
12. Des biographies officielles de certains responsables de HRW se trouvent sur <http://www.hrw.org/about/info/staff.html>. On trouvera d'autres informations sur <http://www.ngo-monitor.org/archives/infofile.htm#hrw>
13. Des analyses ultérieures ont montré que les tirs n'avaient pas pu provenir des troupes israéliennes, que l'épisode entier avait été mis en scène et que l'enfant n'avait peut-être pas du tout été tué. Voir Nidra Poller, « Myth, Fact, and the al-Dura Affair », *Commentary*, September 2005; voir aussi <http://seconddraft.org/streaming/pallywood.wmv>
14. Une liste des ONG reconnues par l'ONU au forum des ONGs se trouve sur <http://www.unhchr.ch/html/racism/05-ngolist.html>. Jeffrey Andrew Hartwick, « Non-governmental organizations at Nations Unies-sponsored world conferences: a framework for participation reform. » *26 Loyola of Los Angeles International & Comparative Law Review*. 217-280 (26:2, 2003).

15. Tom Lantos, « The Durban Debacle: An Insider's View of the World Racism Conference at Durban », *The Fletcher Forum of World Affairs*, Volume 26.1, Winter/Spring 2002
16. Irwin Cotler, « Durban's Troubling Legacy One Year Later: Twisting the Cause of International Human Rights Against the Jewish People », *Jerusalem Issue Brief* 2:5, Institute for Contemporary Affairs/Jerusalem Center for Public Affairs, August 2002, <http://www.jcpa.org/brief/brief2-5.htm>
17. « The Draft Declaration: Unfair Charges of Racism against Israël » <http://www.adl.org/durban/draft.asp>
18. Intervention de Hanan Ashrawi à la World Conference Against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia, and Related Intolerances Durban, Afrique du Sud, 28 août 2001
<http://www.caabu.org/press/articles/ashrawi-durban-speech.html>
19. Black, October 17, 2003 ; « Palestinian Affiliates of the International Commission of Jurists (ICJ) » NGO Monitor Analysis (Vol. 1 No. 6) 31 March 2003,
<http://ngo-monitor.org/editions/v1n06/v1n06-1.htm>
20. Manfred Gerstenfeld, interview avec Shimon T. Samuels, « Anti-Semitism and Jewish Defense at the Nations Unies World Summit on Sustainable Development, 2002, Johannesburg, South Africa » in *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, no. 6, 2 March 2003.
21. Bayefsky, *Jerusalem Post*, April 13, 2004
22. Ibid (Bayefsky, *Jerusalem Post*, April 13, 2004)
23. Tom Lantos, « The Durban Debacle: An Insider's View of the World Racism Conference at Durban », *The Fletcher Forum of World Affairs*, Volume 26.1, Winter/Spring 2002
24. « Après ces événements, Human Rights Watch a commencé à s'inquiéter des réactions de ses nombreux donateurs juifs. Alors ils ont essayer de présenter une autre façade. » Anne Bayefsky, « Human Rights Watch Coverup », *Jerusalem Post*, April 13, 2004
25. WCAR NGO Forum Declaration, 03 September 2001, <http://www.racism.org.za/index.html>
26. Paragraphe 425 WCAR NGO Forum Declaration, 03 September 2001,
<http://www.racism.org.za/index.html>
27. <http://www.racism.org.za/index.html>
28. BBC Internet site http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/1937048.stm, April 18, 2002
29. Parmi les nombreux rapports de HRW sur Jénine *Jenin: IDF Military Operations May 2002 Report*; *Israël/Occupied Territories: Jenin War Crimes Investigation Needed* communiqué de presse 3 mai 2002; déclaration commune faite avec Amnesty International et la International Commission of Jurists Israël à Jérusalem : 7 avril 2002, *Don't Coerce Civilians to Do Army's Work*, communiqué de presse, 18 avril 2002; *Live from Jenin* chat online du *Washington Post* avec Peter Bouckaert
30. Gerald M. Steinberg, « The UN, the ICJ and the Separation Barrier: War by Other Means » *Israël Law Review*, (38:1-2, 2005)
31. HRW: « Israël: West Bank Barrier Endangers Basic Rights: U.S. Should Deduct Costs From Loan Guarantees », October 1 2003, <http://www.hrw.org/press/2003/10/israel100103.htm>
32. <http://www.adalah.org/eng/optagenda.php>; « Adalah and the Impact of Legal-based ONGs in the Arab-Israéli Conflict », NGO Monitor Analysis (Vol. 2 No. 3) 23 October 2003 <http://ngo-monitor.org/editions/v2n03/v2n03-1.htm>

33. <http://web.amnesty.org/library/Index/ENGMDE150912003?open&of=ENG-ISR>, Human Rights Watch, Palestinian Authority Territories--Jénine: IDF Military Operations, May 2002 ; Amnesty International, « Shielded from Scrutiny: IDF Violations in Jenin and Nablus » November 2002
34. Yagil Henkin, « *Urban Warfare and the Lessons of Jenin* », *Azure*, Summer 5763 / 2003, No. 15
35. Kenneth Roth, « Drawing the Line: War Rules and Law Enforcement Rules in the Fight against Terrorism » HRW World Report, January 2004
36. « Christian Aid's Political Campaign Continues: « 'Peace Under Siege' », ONG Monitor Analysis (Vol. 2 No. 3) 23 October 2003 <http://ngo-monitor.org/editions/v2n03/v2n03-2.htm>
37. « Analysis of NGO Funding: UK Department For International Development (DFID) », NGO Monitor Analysis 3 November 2005 <http://www.ngo-monitor.org/editions/v4n03/DFID.htm>
38. Selon la déclaration de principe de Christian Aid, l'organisation désire se consacrer « aux objectifs caritatifs qui soulage et combattent la malnutrition, la faim, la maladie et la détresse dans le monde (...) aux objectifs caritatifs qui permettent d'aider d'autres organisations soutenues ou approuvées par le Conseil Britannique des Eglises (...) nous sommes inspirés par le rêve d'un nouveau monde où tous les peuples pourront envisager un avenir meilleur et plus juste »
39. Adla Shashati, « The Darfur Effect », *Sudanese-Online*, September 5, 2005 ; « Report on Human Rights Watch: A Comparative Analysis of Activities in the Middle East – 2002-2004 » NGO Monitor, (revised June 2005), and Appendix (documentation), <http://www.ngo-monitor.org/archives/news/HRWReportDocumentation.pdf>
40. Gerald M. Steinberg, « The UN, the ICJ and the Separation Barrier: War by Other Means » *Israël Law Review*, (38:1-2, 2005)
41. Declaration du juge Buergenthal, disponible sur http://www.icj-cij.org/icjwww/idocket/imwp/imp_advisory_opinion_seperate_declaration_Buergenthal.htm.
42. *The Judgment on the Fence Surrounding Alfei Menashe* – HCJ 7957/04, Israël Government Press Office 15 September 2005
43. HRW: « Israël: West Bank Barrier Endangers Basic Rights: U.S. Should Deduct Costs From Loan Guarantees », October 1 2003, <http://www.hrw.org/press/2003/10/israel100103.htm>
44. Ibid. Voir également « HRW's Political Condemnation of Israël's Separation Barrier », ONG Monitor Analysis (Vol. 2 No. 2) 4 October 2003, <http://www.ngo-monitor.org/editions/v2n02/v2n02-3.htm>
45. Human Rights Watch, *Erased in a Moment, Suicide Bombing Attacks Against Israeli Civilians*, October 2002, <http://www.hrw.org/reports/2002/isrl-pa/>
46. Voir par exemple la critique de Michla Pomerance, « Jurisdiction and Justiciability », in *Israël Law Review*, (38:1-2, 2005)
47. Tim Costello « For the Children's Sake, Tear Down this Wall! », *The Age* (Melbourne), July 14, 2004
48. Palestinian Affiliates of the International Commission of Jurists (ICJ), NGO Monitor Analysis (Vol. 1 No. 6) 31 March 2003, <http://www.ngo-monitor.org/editions/v1n06/v1n06-1.htm>
49. www.ngo-monitor.org/editions/v2n11/v2n11-6.htm
50. <http://www.ngo-monitor.org/editions/v3n02/v3n02-1.htm>
51. www.ngo-monitor.org/archives/news/MedecinsduMondeReportLackinginCredibility.htm

52. Christian Aid, « Why the Israëli 'barrier' is wrong » 24 February 2004
<http://www.christian-aid.org.uk/news/features/0402barrier.htm>
53. Amnesty International – Israël and the Occupied Territories, « The place of the fence/wall in international law », 19 February 2004 <http://web.amnesty.org/library/index/engmde150162004>
54. Human Rights Watch, « Razing Rafah: Mass Home Demolitions in the Gaza Strip », October 2004, www.hrw.org/reports/2004/rafah1004/
55. NGO Monitor, Special Edition: 18 October 2004 « HRW's Report on Gaza: Lacking Credibility and Reflecting a Political Agenda », <http://www.ngo-monitor.org/editions/v3n02/ResponsetoHRWPressRelease.htm>
56. NGO Monitor, « HRW and Amnesty Promote Caterpillar Boycott », 13 April 2005, <http://www.ngo-monitor.org/editions/v3n08/HRWAndAmnestyPromoteCaterpillarBoycott.htm> and « War on Want's War against Israël », ONG Monitor Analysis, 5th August 2004, <http://www.ngo-monitor.org/editions/v2n11/v2n11-6.htm>
57. Pour une étude détaillée des forces en jeu dans le boycott universitaire en Grande-Bretagne, voie, de Manfred Gerstenfeld, « The Academic Boycott Against Israël », *Jewish Political Studies Review* 15:3-4 Fall 2003. pp. 9-70; See also Ronnie Fraser, « The Academic Boycott of Israël: Why Britain? », *Papers in Post-Holocaust and Anti-Semitism* No. 36 1 September 2005; Jerusalem Center for Public Affairs <http://www.jcpa.org/phas/phas-36.htm>
58. Entrée de NGO Monitor sur PONG <http://www.ngo-monitor.org/archives/infofile.htm#pngo>
59. Ronnie Fraser, « The Academic Boycott of Israël: Why Britain? », *Papers in Post-Holocaust and Anti-Semitism* No. 36 1 September 2005; Jerusalem Center for Public Affairs <http://www.jcpa.org/phas/phas-36.htm>
60. <http://www.ngo-monitor.org/archives/infofile.htm#cpt>
61. <http://www.ngo-monitor.org/archives/infofile.htm#eappi>
62. « War on Want Urges Sanctions Against Israël », Bernard Josephs, *The Jewish Chronicle*, 18th May 2005
<http://www.ngo-monitor.org/archives/news/WaronWantUrgesSanctionsAgainstIsrael.htm>
63. <http://www.ngo-monitor.org/editions/v3n11/SabeelAnEcumenicalFacadeToPromoteHatred.htm>
64. « A Call for Morally Responsible Investment: A nonviolent response to the occupation », May 2005, Sabeel, <http://www.sabeel.org/pdfs/A%20nonviolence%20sabeel%20website.pdf>
65. Pour une étude détaillée des financements gouvernementaux des ONGs politisées, voir <http://www.ngo-monitor.org/funding/index.html>
66. Edwin Black, « Ford Foundation Aided Groups Behind Biased Durban Parley » *Jewish Telegraphic Agency*, October 17, 2003.
67. Al Mezan website, http://www.mezan.org/site_en/press_room/press_detail.php?id=423
68. http://www.fordfound.org/newsroom/docs/svb_letter.pdf
69. http://www.fordfound.org/about/docs/ff_grantee_memo.pdf
70. http://www.adl.org/PresRele/ASInt_13/4448_13.htm
71. http://www.fordfound.org/about/docs/ff_grantee_memo.pdf

72. « Assessing Canadian International Development Agency (CIDA) Funding For Political NGOs », NGO Monitor, 22 September 2005 <http://www.ngo-monitor.org/editions/v4n02/CIDA.htm>
73. Entrée de NGO Monitor sur ICAHD <http://www.ngo-monitor.org/archives/infofile.htm#icahd>
74. Entrée de NGO Monitor sur PHR-I <http://www.ngo-monitor.org/archives/infofile.htm#phri>
75. Ofira Seliktar, « Tenured Radicals in Israël: From New Zionism to Political Activism » *Israël Affairs* 11:4, October 2005
76. NGO Monitor, European Union (sources de financement) <http://www.ngo-monitor.org/archives/infofile.htm#eu> 27 September 2005
77. ARIJ Monthly Report on the Israëlï Colonization Activities in the West Bank Volume 50, September 2002, September 19, ? 2002 <http://www.arij.org/paley/monthley/02-sep/>
78. « Ethnic Cleansing in Jenin Camp » 15 August 2002
http://www.poica.org/editor/case_studies/view.php?recordID=233;
« Report : The Apartheid Wall Campaign »
<http://www.arij.org/pub/Separation%20wall%20Campaign/Separation%20wall.pdf>
79. MIFTAH website, <http://www.miftah.org/Display.cfm?DocId=7582&CategoryId=4>
80. ONG Monitor website, <http://www.ngo-monitor.org/archives/news/122304-1.htm>
81. Fiamma Nirenstein, « The Journalists and the Palestinians », Commentary, January 2001
82. « Assessing Canadian International Development Agency (CIDA) Funding For Political NGOs », NGO Monitor, 22 September 2005 <http://www.ngo-monitor.org/editions/v4n02/CIDA.htm>